LÉGISLATIVES : À BRUXELLES, LE RCD MOTIVE SON APPEL AU BOYCOTT

Un constat de carence qui donne froid dans le dos

Dans la morne campagne actuelle, l'appel au boycott du RCD est une piqûre de rappel, un assaut républicain contre les dangers qui guettent l'Algérie après le 10 mai. Les Drs Abib Moumène, direction nationale, et Rafik Hassani, député-sortant, Youssef Merrouche, secrétariat à l'émigration, et Hachemi Souami, ancien parlementaire sur les listes du parti, ont animé une rencontre avec les Algériens de Belgique.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

A Bruxelles, le RCD a animé une conférence-débat pour expliquer et analyser les motivations qui poussent cette formation à appeler au boycott des prochaines législatives. Devant un auditoire tout-ouï, les membres de la direction du parti sont longuement revenus sur ce scrutin.

A l'entame des discussions, le Dr Abib Moumen a tenu à relever les «incohérences», «contradictions», et les multiples dangers que représentent ces élections qui, selon lui, sont d'ores et déjà frappées du sceau de la «fraude» et de «l'illégitimité».

Youssef Merrouche, deuxième orateur, secrétariat national chargé de l'émigration, a fait un bref et précis rappel de l'historique des élections auxquelles le RCD a été partie prenante et celles qu'il a zappées.

Pour autant, a tenu à relever l'intervenant, «jamais une consultation n'a été aussi loin dans la volonté de fraude du pouvoir et dans la désillusion que subiront juste après la consultation les citoyens».

Pour Y. Merrouche, les «dés sont pipés» et le pouvoir ne cherche qu'à gagner — ou prendre — c'est selon, du temps pour ne pas affronter son désastreux bilan. En somme, pour Youssef Merrouche, ne pas voter serait le seul acte citoyen possible.

Participer serait une grave erreur, une caution pour le pouvoir. Le Dr Rafik Hassani, député sortant, prend ensuite la parole pour dresser un véritable réquisitoire contre le système, contre le pouvoir, contre les «services».

Pour lui, «c'est le DRS qui est derrière le complot qui se profile à l'horizon, ce sont les services de renseignement qui instrumentalisent la vie institutionnelle et ce sont eux qui tirent les ficelles de la future consultation législative».

Le député RCD sortant a, il est vrai, dans son analyse du bilan de Bouteflika fait mouche en relevant les multiples ratages des mandatures de l'actuel locataire d'El-Mouradia, de la corruption généralisée, du mal-être, de la gabegie régnante, du désespoir des Algériens, des dépenses somptuaires et inutiles et du peu d'intéressement pour l'avenir du pays par les gouvernements actuels, que le Dr Rafik Hassani assimile à des devantures du DRS, la face civile du renseignement.

Pour autant, Rafik Hassani ne désespère pas et croit qu'il y a de bonnes volontés, des compétences certaines et du potentiel patriotique au sein du système et en dehors pour redresser le pays.

Sur l'observation internationale, et notamment européenne du scrutin, le Dr Hassani qui a eu, dans un passé récent, à discuter avec des parlementaires et des décideurs de l'UE sur la question, son point de vue est mitigé.

Les organismes internationaux ont refusé de participer alors que les Européens ont dépêché 120 observateurs.

«Néanmoins, dira-t-il, la prudence excessive des Européens, les intérêts d'Etats et les capacités manipulatoires du système algérien sont à même d'annihiler toute crédibilité à cette observation. Observation n'est pas, par ailleurs, contrôle du scrutin…

Photo : DR

Dr Abib Moumène.

A. M.

IL DEVAIT ANIMER UN MEETING À BOUMERDÈS

Tahar Benbaïbèche victime d'un accident de la circulation

Le président du Parti fadjr jadid (PFJ), Tahar Benbaïbèche, devait animer ce mercredi matin un meeting électoral à Boumerdès. Il n'est pas venu.

Selon le numéro un de la liste de ce parti à Boumerdès, Mohamed-Seghir Kahouadji, le président du PFJ a eu un accident de la circulation.

Cet accident est survenu pas loin de Constantine, indique notre interlocuteur, précisant que d'après les informations en sa possession, les jours du chef de ce parti ne sont pas en danger.

Comme l'animateur principal a fait défaut, a priori malgré lui, les candidats du PFJ ont dû improviser, innover et c'était bien pour le débat sur les élections législatives du 10 mai.

En effet, après de brèves interventions des candidats, le micro a été cédé aux présents dans la salle Sennani. Surprise, les interventions, celles des jeunes notamment, ont été pointues et de bonne qualité.

Les intervenants ont dit ce qu'ils pensent de la gestion du pays, de plus, ils ont proposé leurs idées pour sortir le pays de la crise. Ils ont également demandé aux candidats de renouveler leur engagement public quant au respect de leurs promesses. «Quand vous parlerez à l'Assemblée, mettez les mains derrière le dos pour ne pas les lever à chaque fois qu'on vous le demande», ironise l'un d'eux.

C'est la première fois qu'un parti politique donne la parole à d'éventuels électeurs de la wilaya de Boumerdès pour un débat citoyen.

Abachi L.

ABDELMADJID MÉNASRA, PRÉSIDENT DU FRONT DU CHANGEMENT

«Tous les outils de la fraude sont là»

Pour le président du Front du changement (FC), tous les outils de la fraude sont là, et ce, au vu et au su de tout le monde, tenant au passage le pouvoir de responsable de tout dérapage, de toute velléité de maintenir le statu quo et de tourner ainsi le dos à la volonté populaire d'un changement pacifique et démocratique.

M. Kebci – Alger (Le Soir) - Abdelmadjid Menasra, qui faisait, hier mercredi, à l'occasion d'une conférence de presse, le bilan de la campagne électorale pour les législatives, est revenu une fois de plus sur le phénomène de la fraude, qui revient à chaque échéance électorale. Et avec davantage d'arguments massue qu'il n'a pas manqué d'énumérer à l'occasion comme pour conférer du poids à ses professions de foi.

Pour l'ancien ministre de l'Industrie sous la bannière du MSP, «tous les outils de la fraude sont là, prêts à l'usage» pour peu, ajoutera-t-il, que «les partis baissent la garde».

Et c'est ce pourquoi qu'il appelle de tous ses vœux à un vote massif et à une implication citoyenne plus significative dans le processus de surveillance afin de déjouer ce plan cousu, selon lui, de «fil blanc».

Pour lui, seule une grande mobilisation populaire est à même de limiter ce phénomène, accusant, au passage, les partisans du boycott de jouer le jeu du pouvoir ou des clans de celui-ci qui font, dira-t-il, tout pour encourager l'abstention.

L'objectif inavoué ? «Une Assemblée faible, plus faible que l'actuelle à laquelle elle succédera à l'occasion qui, au vu des nombreuses candidatures, pourra ne pas aller à son terme», rejoignant à son corps défendant l'analyse faite par le Dr Saïd Sadi. Et se voulant plus explicite, il dénoncera l'argent sale qui gangrène cette campagne, citant le recours par nombre de candidats et de partis au marchandage des places sur les listes, l'achat des voix, voire même le paiement des citoyens pour assister aux meetings, en sus des promesses.

Le comble pour le chef du FC est que toutes ces pratiques se font «même avec les deniers publics», au vu et au su de tout le monde, regrettant qu'«aucune autorité ne soit saisie pour y mettre fin».

Il égratignera certains ministres qu'il ne nommera pas et les partis au pouvoir qui, selon lui, s'adonnent le plus à ce «sport». Il est même ceux (ministres, ndlr) qui se sont permis des émissions télé sur mesure et qui se vantent de «réalisations publiques faites avec l'argent du contribuable».

Tout ce beau monde fait tout, selon l'orateur, «pour passer sous silence son désastreux bilan incarné par le phénomène de l'immolation dont la dernière victime a été enregistrée ce mardi, journée internationale des travailleurs», alors que, ironisera-t-il, le jeune homme de Jijel s'est immolé pour avoir été humilié alors qu'il exerçait une activité informelle, «faute d'un poste d'emploi stable».

Et c'est pour cela que, selon Menasra, le pouvoir et ses partis satellites font tout pour dissuader le plus grand nombre à tourner le dos à ces élections car ils savent pertinemment que si vote massif il y a, ce «sera un vote sanction contre lui et ses relais», dira-t-il.

Des partis satellites qui, comme par un coup de magie, ont proliféré à la faveur de la nouvelle loi sur les partis politiques et qui participent, selon Menasra, à polluer la scène politique.

Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Menasra.

Et au chef du FC de citer l'exemple du tirage au sort pour désigner les cinq surveillants par bureau de vote qui se fait, dira-t-il, sur la base des listes en lice et non en fonction des représentants désignés par les partis.

Ce qui fait que, soutiendra-t-il, «nombre de bureaux se retrouvent sans ou avec peu d'observateurs, du fait que pour leur majorité, ces partis éprouvette n'ont pas d'assise et donc pas de militants en nombre suffisant pour encadrer l'opération de vote de manière optimale». D'où, conclura-t-il, «la voie ouverte à la fraude».

Le président du FC a aussi dénoncé l'islamophobie dont certains acteurs politiques ont fait montre à l'occasion de cette campagne électorale.

Menasra nuancera, cependant, son propos, préférant le mettre sur le compte d'un mélange quoique sciemment entretenu, entre l'islam comme religion et l'action politique au nom de l'Islam qui «n'est pas candidat à ces élections». En guise de se défendre d'instrumentaliser l'islam à des fins politiques, il dira que «tous ceux qui se proclament de l'islam politique sont sincères dans leurs démarches».

«Il y a ceux qui servent la religion et ceux qui s'en servent, et toute la différence est là», assène-t-il.

«Des touristes électoraux»

Visiblement outré par les tournures prises par le processus électoral, le premier responsable du Front du changement n'a pas fait l'économie des mots et autres qualificatifs.

Ainsi, dira-t-il, les délégations étrangères présentes pour certaines depuis un temps déjà dans le pays pour les besoins de cette élection le sont à titre d'observateurs et non de contrôleurs comme, dira-t-il, «le pouvoir le soutient».

Une différence de taille quand on sait, soutiendra-t-il encore, que ces observateurs, qu'il n'hésitera pas à qualifier de «touristes électoraux», auront à rédiger des rapports qui ne remettront nullement en cause le processus électoral.

L'idéal, selon Menasra, est que le pouvoir aurait dû faire appel à ces organisations longtemps avant le scrutin pour pouvoir mener à bien leur mission, dont notamment le contrôle du fameux fichier électoral.

Celui-ci a été, selon le conférencier, subitement gonflé de plus de 3 millions de nouveaux électeurs, défiant ainsi «toute norme universelle en la matière, surtout quand on sait que l'inscription sur une liste électorale relève de la seule initiative personnelle, chose peu évidente pour les Algériens».

Autre similitude avec le RCD qui, à l'appui des mêmes arguments et bien d'autres, a opté pour le boycott.

M. K.